

Sous contrôle français

EBOUTIC.CH. Le leader vente-privée.com a repris 51%.

Le numéro un du secteur en France, vente-privée.com a acquis une participation de 51% dans le spécialiste lausannois du commerce en ligne auprès de ses fondateurs ainsi que de son actionnaire majoritaire, le groupe familial genevois Maus Frères. Le montant de la transaction n'a pas été révélé.

Avec son entrée au capital d'eboutic.ch, entreprise fondée en 2007 à Lausanne, vente-privée.com entend accélérer sa croissance en s'implantant sur un «nouveau marché-cible», indique jeudi le spécialiste français de désotage en ligne. Les fondateurs d'eboutic.ch, Arthur Dauchez et Laure de Gennes, continueront de diriger la société.

Ces derniers avaient déjà cédé en 2011 70% de leurs parts au groupe genevois Maus Frères, lequel contrôle notamment les grands magasins bâlois Manor ainsi que les marques de vêtements Aigle, Gant et Lacoste. Eboutic emploie une cinquantaine de collaborateurs à Lausanne et Monthey (VS).

Dans la foulée de la reprise d'eboutic, vente-privée.com annonce également le rachat, pour un montant lui aussi non dévoilé, du site de vente Privalia, créé en 2006 en Espagne. L'entreprise est également active en Italie, au Brésil et au Mexique. Ses fondateurs, qui rejoindront l'équipe dirigeante de vente-privée.com, continueront à piloter Privalia «de manière autonome».

Vente-privée est déjà présent dans huit pays européens: en France, au Royaume-Uni, en Allemagne, Espagne, Italie, Belgique, Autriche, et aux Pays-Bas. Le site français avait tenté une incursion aux Etats-Unis, aventure finalement abandonnée à fin 2014.

A la suite de cet échec, vente-privée.com a annoncé sa volonté de se recentrer sur les marchés européens. L'an dernier, vente-privée.com a enregistré un chiffre d'affaires de 2 milliards d'euros (2,2 milliards de francs), en hausse de 12% au regard de 2014. Il rassemble désormais 30 millions de membres sur son site. ■

En léger recul avant la macro américaine

BONDS. Le marché obligataire en francs montrait encore des signes de faiblesse hier, souffrant comme la veille d'un négoce des actions revigoré. Alors que les investisseurs trépassaient d'impatience avant de découvrir les nouvelles données conjoncturelles américaines, la banque centrale anglaise a confirmé sa politique monétaire et mis en garde contre les risques d'un Brexit.

Une sortie de l'Union européenne de la Grande-Bretagne, le fameux «Brexit», entraînerait une longue phase d'incertitude, selon la Banque d'Angleterre (BoE). L'institut d'émission prédit un affaiblissement de la croissance économique dans le cas d'un «oui» au référendum organisé en juin 2016. Comme at-

tendu, la BoE n'a pas changé d'un poil sa politique monétaire, avec un taux principal laissé à son plancher historique de 0,5%. Vers 14h00, le Conf Future avec échéance au moins juin s'étiolait de 17 points de base (pb) à 162,54%. La veille, il avait perdu 31 pb. Les emprunts de la Confédération traités s'inscrivaient également à la baisse, à l'instar du dix ans de référence (1,5%/2025), qui perdait le plus avec un repli de 81 pb. Celui-ci présentait un rendement de -0,48%. Le deux ans de référence (3,0%/2018) n'avait fait pour l'heure l'objet d'aucun échange et affichait un rendement de -1,00%. Le taux au comptant à dix ans de la Confédération a cédé du terrain à -0,35%, contre -0,34% la veille. ■

Avis financier infopub@agefi.com

SOUTHERN CALIFORNIA GAS COMPANY

Los Angeles, Etats-Unis d'Amérique

Emprunt 6.375 % FIPS Foreign Interest Payment Securities en CHF avec intérêts en USD 1986 et suivants avec un montant d'origine de CHF 150 000 000.-

(montant nominal encore en circulation CHF 14 895 000.-)

Numéro de valeur: 897713 / ISIN: CH0008977131

Avis aux détenteurs des obligations

Selon le chiffre 2.2. des modalités de l'emprunt, le taux d'intérêt pour la période du 15 mai 2016 au 14 mai 2026 a été fixé à

1.875 % p.a

Le montant annuel des intérêts payables en USD s'élève ainsi à USD 47.05 par obligation de CHF 5 000.-, respectivement à USD 941.03 par obligation de CHF 100 000.- pour les prochains dix ans (calculé au cours de change fixe de 1.9925 pour USD 1.-)

L'émetteur a décidé de ne pas exercer son droit de rachat anticipé (call) et ainsi a renoncé à un remboursement anticipé de l'émission.

Les informations concernant les droits d'exercice du PUT par le détenteur (investisseur) du titre seront communiquées ultérieurement.

Zurich, le 6 avril 2016

UNICREDIT BANK AG MUNICH, SUCCURSALE DE ZURICH

Les club deals qui associent plusieurs caisses de pension

IST. La fondation de placement se spécialise dans l'arrangement de véhicules pour investir dans des actifs peu courants.

CHRISTIAN AFFOLTER

Certains actifs en-dehors des catégories classiques disposent de profils de risque-rendement d'un attrait indéniable pour les investisseurs à long terme que sont les caisses de pension. Soit un potentiel de rendement qui n'est pas parmi les plus élevés, mais qui se distingue par sa stabilité, idéalement proche des besoins d'une institution de prévoyance. Des aspects qui peuvent aussi compenser pour leur liquidité nettement plus faible.

Ces actifs ne sont cependant habituellement pas négociés sur un marché public. Ce qui rend les transactions nettement plus complexes qu'une simple acquisition de titres. Participer à une transaction exige souvent de réunir des volumes importants au préalable. La procédure de collecte de fonds doit par conséquent se faire en amont. Le «pooling», la mise en commun de ressources, a encore plus de pertinence dans ce contexte: «y atteindre une taille critique adéquate pour permettre des investissements diversifiés peut même poser problème à une caisse de pension de taille importante», a souligné hier à Lausanne le président des conseils de fondation IST Yvar Mentha lors de la conférence IST Insight. Plus concrètement, la plateforme créée offre plusieurs possibilités quant à son mode de fonctionnement. L'un des exemples les plus récents et les plus visibles (notamment en raison de son implication dans l'acquisition de parts de Swissgrid) est le compartiment IST3 Infrastructure Global. Les caisses de pension qui y participent ont défini un objectif d'investissement commun et pilotent ensemble le



YVAR MENTHA. Président des conseils de fondation IST.

processus dans la durée. La même manière de procéder sera aussi adoptée pour le volet consacré à la dette, dont le lancement est prévu pour fin juin. Les caisses de pension participantes assurent donc la gestion des investissements en direct.

Dans d'autres cas, il s'avère plus judicieux de passer par un ou plu-

sieurs gestionnaires externes. Comme par exemple dans le cas des Insurance Linked Securities (ILS), des polices d'assurances titrisées, où le travail des caisses consiste à déterminer une approche de gestion spécifique (elle comprend par exemple aussi une part significative du portefeuille investie dans des contrats d'assurance non titrisés) et à sélectionner les gestionnaires en conséquence.

Des véhicules peuvent bien entendu aussi être créés à l'initiative d'une seule institution de prévoyance. Créé à la base pour répondre aux besoins spécifiques d'une caisse dans une classe d'actifs de niche, les petites et moyennes capitalisations aux Etats-Unis, d'autres caisses de pension l'ont rejoint depuis sa

mise en place. Dernier cas de figure, la création de solutions dédiées pour des besoins spécifiques, comme par exemple la gestion de biens immobiliers de plusieurs caisses de pension faisant partie du même groupe. Ces solutions se situent donc souvent à mi-chemin entre les placements directs et indirects. Les caisses de pension bénéficient de l'accès à des classes d'actifs dans lesquelles elles ne pourraient pas investir toutes seules de manière suffisamment diversifiée grâce au pooling.

Mais, contrairement à l'investissement dans un fonds de placement, elles participent au processus de composition et de gestion du portefeuille, que ce soit au niveau de la sélection de titres ou de gestionnaires. ■

La liquidité aussi faible qu'en période de crise

Le passage de l'économiste en chef de Julius Bär Janwillem Acket en préambule traditionnel à l'IST Insight a été marqué par un message qui prend le contrepied total des idées courantes. Les injections répétées de liquidités par les banques centrales dans le cadre de leurs politiques monétaires accommodantes devraient avoir créé une liquidité sur les marchés historiquement élevée. La masse monétaire M3 a en effet été en croissance quasi constante au sein de la zone euro.

Mais malgré cette hausse, la liquidité monétaire s'est fortement dégradée depuis son pic de 2010, pour se situer actuellement même en-dessous du niveau atteint au plus fort de la crise financière.

Les mesures des banques centrales ont certes poussé les prix des actifs à la hausse. Mais la masse injectée ne se trouve toujours pas en circulation. Trop de fonds sont actuellement déposés, investis ou servent de couverture, de facto bloqués, aussi en raison des renforcements réglementaires.

Le bilan que tire Janwillem Acket de l'activité des banques centrales en 2015 est encore plus révélateur. Les taux directeurs ont certes poursuivi leur tendance à la baisse. Cette mesure n'a déployé ses effets ni au niveau de l'activité de crédit, nettement infé-

rieure à la création de masse monétaire M3 dans la zone euro depuis 2011, ni du côté des taux réels. La politique monétaire actuelle ne peut pas être qualifiée d'expansive.

Le contexte actuel laisse donc toujours redouter le scénario d'une déflation. La condition essentielle pour la reprise de l'inflation n'est toujours pas remplie: les capacités de production dans le monde entier restent largement supérieures à la demande, la part de pays ayant des restrictions au niveau de l'offre étant à nouveau au plus bas. Une déflation alourdirait notamment la charge des dettes gouvernementales. La situation s'est particulièrement dégradée du côté des pays émergents, où le service de la dette en termes de pourcentage du revenu disponible se trouve désormais au même niveau qu'au sein des pays développés, soit à 15%. Quant au Brexit, cette décision alimente certes la volatilité à court terme de la livre sterling, mais les deux facteurs vraiment déterminants sont l'inflation et les taux d'intérêt, comme ailleurs. Les deux ont plutôt déçu au début de cette année, reportant une normalisation des taux directeurs. Ce qui éloigne la Bank of England de la Fed américaine, qu'elle était censée suivre d'assez près. — (CA)

L'importance d'investir sur la demande intérieure des émergents

BMO GLOBAL ASSET MANAGEMENT. Le gérant marchés émergents Rasmus Nemmoë cherche à faire évoluer les mentalités.

«75% de l'indice des marchés émergents regroupent des pays dont le développement est déjà trop avancé pour bénéficier d'une forte croissance dans les 5 prochaines années» soutient Rasmus Nemmoë, gérant marchés émergents chez BMO Global Asset Management. En visite à Genève hier, le gérant cherche à faire évoluer les mentalités au sein de la communauté d'investisseurs lorsqu'il s'agit d'investir dans les pays dits émergents. «La Chine, qui a longtemps occupé le devant de la scène, connaît aujourd'hui un brusque ralentissement de sa croissance du fait précisément du stade de développement qu'elle a atteint», assure-t-il. Outre leur maturité avancée qui limite leur croissance, ces pays tels que la Chine

ou le Brésil n'offrent plus la diversification recherchée. En effet, l'un des attraits des pays émergents reste la diversification qu'ils apportent au sein d'une allocation d'actifs globale. Or la corrélation entre les pays dits émergents tels qu'ils sont pondérés dans l'indice et l'économie mondiale est bien plus grande qu'auparavant. Pour Rasmus Nemmoë, «il est indispensable de se tourner vers les 40% des pays émergents qui remplissent pleinement leur rôle diversifiant et moteur de performance et gorgent d'opportunités d'investissement à long-terme comme l'Inde, l'Indonésie ou encore les Philippines».

Toutefois, sur ces marchés en plein développement, seule une approche très sélective et une

analyse poussée des secteurs et entreprises peut porter ses fruits. Plusieurs critères permettent de faire le tri. «Le plus important est d'investir dans des sociétés tournées vers la demande intérieure», affirme le gérant de BMO Global Asset Management. Dès lors, elles profiteront des caractéristiques intrinsèques des pays en voie de développement telles qu'une forte croissance démographique. Le secteur a une grande importance également. Il s'agit d'investir dans ceux dressant de solides barrières à l'entrée, limitant la

pénétration du marché et offrant un sérieux avantage compétitif aux entreprises locales bien implantées. Etre en mesure d'imposer ses prix sur le marché est clé précise Rasmus Nemmoë, c'est ainsi que ces entreprises sont capables de générer une forte profitabilité à long-terme. Parmi ses secteurs et valeurs phares on retrouve les biens de consommation avec Emami en Inde et Universal Robina Corporation aux Philippines mais également les financières avec Yes Bank en Inde et Bank Mandiri en Indonésie. ■

SEULE UNE APPROCHE TRÈS SÉLECTIVE
ET UNE ANALYSE POUSSÉE DES SECTEURS ET ENTREPRISES
PEUT PORTER SES FRUITS SUR CES MARCHÉS
EN PLEIN DÉVELOPPEMENT.